

# GILETS JAUNES, REVENDEICATIONS SYNDICALES ET EXIGENCES POPULAIRES

CGT, FSU, SOLIDAIRES, ALTERNATIVE LIBERTAIRE,  
ENSEMBLE !, FRANCE INSOUMISE, GÉNÉRATIONS, PCF,  
PICARDIE DEBOUT (AMIENS)

28 NOVEMBRE 2018

Le mouvement des Gilets jaunes a réussi à construire un rapport de force contre le gouvernement Macron et sa politique antisociale. Ce mouvement traduit une colère légitime et profonde. La seule réponse du président des riches – qui s’est exprimé ce mardi 27 novembre – est le mépris : rien ne doit bouger et surtout pas les augmentations de taxes prévues au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

La politique d’Emmanuel Macron est injuste : elle taxe les pauvres au nom de l’écologie mais ferme des lignes SNCF, des classes d’écoles, des services hospitaliers et des bureaux de poste... Une politique qui taxe le diesel mais pas le kérosène.

C’est une politique au service des riches qui n’augmente pas le Smic, qui diminue de fait les pensions, qui ampute les APL et « en même temps » supprime l’ISF et fait des cadeaux aux grandes entreprises (au moins 40 milliards d’euros de crédits d’impôt prévus en 2019).

Nous ne découvrons pas cette colère et nous ne sommes pas surpris par elle : nous la partageons. Aussi nous avons décidé de nous engager aux côtés de celles et ceux qui se battent, pour y porter nos revendications qui, bien souvent, vont dans le même sens :

Nous, organisations syndicales, politiques et associatives appelons à construire un vaste mouvement social ! Pour cela convergeons tous ensemble dans la rue et dans l’action, dès le 1<sup>er</sup> décembre.

Il faut rétablir l’ISF et baisser fortement les taxes sur les produits de première nécessité dont le carburant. Pour financer la transition écologique, il faut taxer les compagnies pétrolières et les sociétés d’autoroute en priorité ; il faut lutter contre l’évasion fiscale !

### POUR VIVRE DIGNEMENT

Il faut gagner une augmentation générale des salaires, des pensions, des minimas sociaux et des allocations-chômage. Ce ne sont pas les taxes

qu’il faut augmenter le 1<sup>er</sup> janvier 2019, c’est le salaire minimum (Smic), et très significativement !

Non à la disparition des services publics, dans les zones rurales

Lignes SNCF, classes d’écoles et collèges, bureaux de postes, services hospitaliers... La liste est longue. Les services publics sont menacés par une politique de réduction de la dépense publique qui frappe notamment (mais pas que) les citoyen·nes des zones rurales. Cela doit être stoppé !

SOURCE : SYNDICOLLECTIF